

(Pétition) L'après Covid-19 : Revalorisez les emplois féminisés !

28 avril 2020



Si tous les soirs nous applaudissons le travail du personnel soignant et de toutes les personnes qui assurent la continuité de nos vies quotidiennes, n'oublions pas que la majorité de ces emplois sont très féminisés. Ce sont des infirmières (87 % de femmes) et aides-soignantes (91 % de femmes), mais aussi des aides à domicile et des aides ménagères (97 % de femmes), des agentes d'entretien (73 % de femmes), des caissières et des vendeuses (76 % de femmes), ce sont encore des travailleuses sociales et des enseignantes. Ces métiers sont dits « de femmes » ; il s'agit d'éduquer, soigner, assister, nettoyer, écouter, servir... bref, de faire appel à des « compétences présumées innées », si « naturelles » quand on est femme...

Les compétences et qualifications mises en œuvre dans les métiers féminisés sont souvent sous-valorisées. Par exemple, les diplômes des métiers de service ne sont toujours pas valorisés comme ceux des secteurs techniques et industriels. Les compétences relationnelles ne sont que très rarement considérées comme des compétences techniques et complexes. Elles sont assimilées à des qualités personnelles, niant ainsi les connaissances et l'expérience professionnelles pourtant indispensables. Les responsabilités auprès de personnes malades et fragilisées ont une moindre reconnaissance que les responsabilités financières. Être constamment interrompue ou effectuer une multitude de tâches différentes au sein d'un même métier n'est pas reconnu comme de la polyvalence professionnelle. Soutenir - physiquement et psychologiquement - un patient en fin de vie, apporter des soins à domicile sans équipements professionnels, ou encore passer des milliers d'articles par heure à une caisse, tout en maintenant un sourire commercial, représentent des formes de pénibilité et de charges physiques ou nerveuses, non reconnues pour ces emplois, et pourtant aujourd'hui si médiatisées !

Depuis plusieurs années, des travailleuses en lutte, des syndicalistes, des chercheuses et des militantes féministes démontrent la vraie valeur de ces emplois et revendiquent le principe juridique « d'un salaire égal pour un travail de valeur égale ». Elles n'ont toujours pas été entendues. La crise que nous traversons doit être l'occasion de nouveaux engagements de l'État, des branches professionnelles et des entreprises pour revaloriser tous ces emplois à prédominance féminine. L'État se doit de donner l'exemple, en tant qu'employeur, en revalorisant immédiatement les emplois et carrières à prédominance féminine de la fonction publique. Il doit aussi s'engager en tant que financeur des secteurs sanitaires,

sociaux, éducatifs et de la dépendance !

Que nos applaudissements, chaque soir, donnent enfin lieu à une réelle reconnaissance salariale de toutes ces professions, et pas à de simples primes Covid-19 !

Liste des premier·e·s signataires :

Chercheur·e·s : Séverine Lemièrre, économiste, université de Paris, réseau Mage ; Rachel Silvera, économiste, université de Paris-Nanterre, réseau Mage ; Florence Jany-Catrice, économiste, université de Lille ; Nathalie Lapeyre, sociologue, université Toulouse, réseau Mage ; Jacqueline Laufer, sociologue, HEC Paris, réseau Mage ; Margaret Maruani, sociologue, CNRS-CERLIS, réseau Mage ; Antoine Math, économiste, institut de recherches économiques et sociales - IRES ; Françoise Milewski, économiste, Sciences Po-OFCE, Presage ; Michel Miné, juriste, conservatoire national des arts et métiers (CNAM) ; Dominique Méda, sociologue, université Paris-Dauphine ; Pascale Molinier, psychosociologue, université Sorbonne-Paris-Nord ; Hélène Périvier, économiste, Sciences Po-OFCE, Presage ; Sophie Pochic, sociologue, CNRS-Centre Maurice-Halwachs, réseau Mage.

Représentant·e·s des organisations syndicales : Laurent Berger, secrétaire général CFDT ; Béatrice Lestic, secrétaire nationale chargée de la politique d'égalité entre les femmes et les hommes CFDT ; François Hommeril, président CFE-CGC ; Mireille Dispot, secrétaire nationale chargée du secteur Egalité des chances CFE-CGC ; Pascale Coton, vice-présidente, chargée de l'égalité femmes-hommes CFTC ; Philippe Martinez, secrétaire général CGT ; Sophie Binet, pilote du collectif Femmes-mixité CGT ; Yves Veyrier, secrétaire général FO ; Béatrice Clicq, secrétaire confédérale du secteur égalité FO ; Benoît Teste, secrétaire général FSU ; Sigrid Gérardin, coresponsable secteur Femmes FSU ; Cécile Gondard-Lalane, porte-parole Union syndicale Solidaires ; Eric Beynel, porte-parole Union syndicale Solidaires ; Emilie Trigo, secrétaire nationale UNSA ; Alain Parisot, secrétaire national UNSA Fonction publique, Marie Clarke Walker, présidente du comité des femmes de la Confédération syndicale internationale (CSI)

Associations et militantes féministes : Rebecca Amsellem, Les Glorieuses ; Ana Azaria, Femmes-Égalité ; Danielle Bousquet, Fédération Nationale des Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles ; Brigitte Chabert, Du côté des femmes ! ; Caroline De Haas ; Monique Dental, Réseau Féministe "Ruptures" ; Sandra Gidon, ADAGE ; Raphaëlle Remy-Leleu ; Nelly Martin, Marche Mondiale des Femmes ; Christiane Marty, Fondation Copernic ; Françoise Picq, Association nationale des études féministes ; Céline Piques, Osez le Féminisme ! ; Cécile Pudebat, Association FIT une femme un toit ; Suzy Rojzman, Collectif National pour les Droits des Femmes ; Roselyne Rollier, Maison des Femmes Thérèse Clerc-Montreuil ; Sabine Salmon, Femmes Solidaires ; Aurélie Trouvé, ATTAC France.

Lire aussi : [Pétition à signer ICI](#)

- [Emplacement : inFORMER LES SALARIÉ·ES > Tous les arguments > Les argumentaires >](#)
- [Adresse de cet article :](#)
<https://ancien.solidaires.org/Petition-L-apres-Covid-19-Revalorisez-les-emplois-feminises>